

L'alimentation : quels enjeux ?



Avec les Trente Glorieuses (1945-70), période de forte croissance économique, la société de consommation connut son apogée à partir des années 80-90. Parallèlement, la nécessité de produire en abondance notamment dans le domaine alimentaire s'est traduite par l'emploi de moyens certes de plus en plus productifs mais néanmoins peu respectueux de la biologie humaine et de son environnement. Aujourd'hui, une prise de conscience quant aux enjeux environnementaux et sanitaires que représentent une alimentation malsaine (telle que la surconsommation de viande) émerge dans les mentalités. Mais il est difficile de s'accorder sur les solutions qu'elle implique.

Par le biais de quatre tribunes parues dans *Le Monde*, nous allons cerner de plus près les problèmes d'une alimentation à enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

Gilles Luneau, réalisateur et écrivain (auteur de *Steak barbare*) défend dans sa tribune du 26 juin 2020, l'idée selon laquelle il faut intégrer l'agriculture dans les engagements climatiques de la France (COP21 en 2015) pour rendre celle-ci plus indépendante vis-à-vis de ses nombreuses importations (= souveraineté alimentaire). Il s'agit de « donner à la nature une place politique ». Cela passe par la création d'un ministère de l'écologie, une meilleure formation des jeunes agriculteurs face aux défis de la transition écologique, un régime d'assurance sociale garantie aux agriculteurs. Les subventions de l'Etat ainsi que les conditions qu'elles imposent quant au climat, à la biodiversité et à la ressource en eau doivent permettre de financer cette transition. Les régions, les plus à même d'identifier les besoins et enjeux territoriaux, ont donc un rôle fondamental dans la gestion de ces subventions.

Dans cette même idée qu'il faut protéger notre agriculture, et notamment l'agriculture locale, il est nécessaire de privilégier les circuits courts (= pas ou un seul intermédiaire entre le producteur et le consommateur au moment de la vente). Si les études montrent que les Français souhaitent manger plus local, Pierre Pezziardi, entrepreneur du numérique et essayiste (cofondateur de La Ceinture Verte) pointe du doigt le réel problème de l'agriculture locale dans sa tribune du 16 octobre 2020 : son origine provient du manque d'offre des circuits courts (et non pas de la demande (croissante en produits locaux)). En effet, il existe de nombreux verrous défavorables à l'expansion des circuits courts : pas de terres facilement cultivables (problème d'irrigation) ou difficiles à équiper pour les terres à nu (très coûteux ≈ 100 000 euros) ; peu d'accompagnement ; le revenu moyen d'un maraicher est très bas (= 750 euros/mois). Pourtant, de nombreux bénéfices économiques et sociaux seraient retirés de ce système de circuits courts à la fois pour les producteurs et les consommateurs : des coûts de production plus bas pour le producteur et des prix plus bas pour le consommateur ; une certaine autonomie alimentaire ; un système enfin, capable de favoriser l'emploi local. Ainsi, les Ceintures vertes associent tous les courants (petites et grosses exploitations, bio et

conventionnel) dans leurs coopératives pour encourager les Français à participer à un « mix alimentaire ».

Nous avons vu que l'agriculture déterminait en grande partie la qualité de notre alimentation. Il en est de même pour notre consommation de viande, à laquelle il faut ajouter les normes éthiques (l'animal tué). Toutefois, cette dernière fait controverse. Guillaume Dubois et Cédric Meston, fondateurs de l'entreprise Les Nouveaux fermiers (tribune du 18 octobre 2020), luttent pour une réduction drastique de notre consommation de viande (une surconsommation ayant des effets néfastes sur la santé ; la viande transformée classée cancérigène par l'OMS) tandis que les filières de l'élevage et du végétal appellent à consommer « mieux et moins » (l'élevage est source d'émissions de gaz à effet de serre et demande d'importantes quantités d'eau). La viande végétale, alternative proposée par Les Nouveaux fermiers, a pour but de reproduire le goût de la viande avec des « produits 100 % végétaux ». Aujourd'hui, le marché de la viande végétale connaît un aussi grand essor que celui du lait végétal il y a quelques années. Actuellement capté par des acteurs étrangers, ce marché reste peu développé en France, pays possédant pourtant sur son territoire agricole tous les ingrédients nécessaires au développement de la filière du végétal. Un autre argument pour développer cette filière réside dans la nécessité de réduire le bilan carbone notamment en France où il dépasse de 2,7 % le quota d'émission fixé (limite d'augmentation du réchauffement climatique à 1,5°C depuis la COP21).

Gilles Luneau, dans une seconde tribune (16 octobre 2020), s'insurge contre le mythe construit par les industriels alliés aux militants végans d'une viande sans impact sur l'environnement. Il s'oppose donc radicalement au discours tenu dans la tribune précédente par Les Nouveaux Fermiers. D'abord, Luneau dénonce un abus de langage dans le terme « viande végétale » puisque par définition, la « viande » désigne la chair d'un animal tué pour le manger. De même que l'agriculture cellulaire n'a pas de sens puisque l'agriculture désigne le paysan qui cultive un champ. Il attaque encore les chiffres annoncés par Les Nouveaux fermiers (99 % de la viande consommée viendrait d'élevage industriel, or il existe 500 millions de fermes familiales nourrissant 80 % de la population mondiale). L'offensive industrielle tend à rompre les liens entre agriculture et nourriture, menant à penser l'alimentation comme un logiciel (modification de molécules pour varier les goûts des consommateurs ; nourriture imprimée en 3D). L'être humain vit avec l'ensemble du vivant depuis des millions d'années et c'est la terre/nature qui l'a toujours nourri, pas le laboratoire ou l'usine ! Or cette offensive change la vision que nous avons du monde : elle montre la gravité de la coupure entre la société et la réalité, et rompt avec le caractère anthropologique de l'histoire d'une société.

Finalement, l'essentiel est de rester objectif dans ces débats en recherchant ce qu'il y a de meilleur et pour notre santé et pour l'environnement. Chaque solution se défend, il s'agit de ne pas adopter un seul comportement mais de diversifier son mode d'action. Il faut peut-être privilégier une agriculture locale saine ; quant à la viande végétale, si elle est écologiquement responsable (moins de GES, de pollution), il paraît difficile de croire en une parfaite imitation de la viande animale, et pose des problèmes d'éthique non négligeables. Enfin, les intérêts économiques qui se cachent derrière le débat sèment le doute quant à la démarche proposée.

Clémentine SALABELLE (Terminale 3), le 24 novembre 2020.